

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour l'utilisation des médias d'information - Ce n'est pas un document officiel

## Les politiques discriminatoires sont à l'origine d'une nouvelle récession dans le Territoire palestinien occupé

---

### EMBARGO

Le contenu de ce communiqué et du présent Rapport ne doit pas être cité ni résumé par la presse écrite, la radio, la télévision et les médias électroniques avant le 01 septembre 2015, 19:00

**UNCTAD/PRESS/PR/2015/027**

**Genève, Suisse, (01 septembre 2015)**

En 2014, le Territoire palestinien occupé, qui a enregistré une croissance négative de -0,4 %, a connu sa première récession depuis 2006 et a vu chuter le revenu par habitant pour la deuxième année consécutive. Cette détérioration est presque entièrement imputable à l'éventail de mesures économiques qui lui est imposé.

Pendant les quatre premiers mois de 2015, Israël a retenu près de 700 millions de dollars sur les recettes douanières provenant des taxes sur les importations dans le Territoire, qu'il collecte au nom de l'Autorité nationale palestinienne, aggravant la crise budgétaire.

Depuis 1997, Israël a retenu les recettes douanières palestiniennes à six reprises, pour une durée totale équivalant à quatre ans et un mois et un montant de 3 milliards de dollars. Ces recettes, qui constituent 75 % du budget, sont la principale source de recettes publiques de l'Autorité nationale palestinienne. De plus, Israël ne verse pas d'intérêts à celle-ci sur les montants retenus, qui se chiffrent en centaines de millions de dollars.

En 2014, indique la CNUCED, le chômage a augmenté de 3 % dans le Territoire palestinien occupé, pour atteindre 30 %. L'insécurité alimentaire a aussi atteint des niveaux historiques, un ménage sur trois ayant des difficultés à se nourrir.

La multiplication des colonies israéliennes en Cisjordanie contribue au déclin économique palestinien. Dans la seule zone C (61 % de la Cisjordanie), le nombre de colons a quadruplé depuis 1994; ils sont aujourd'hui plus de 340 000, soit plus nombreux que les Palestiniens.

En 2014, la circulation des Palestiniens et des marchandises en Cisjordanie a été entravée par la présence de 490 obstacles installés par Israël, dont des points de contrôle, des barrages routiers, des tranchées et le mur de séparation, qui redéfinit unilatéralement les nouvelles frontières au-delà de la Ligne verte internationalement reconnue.

Les coûts élevés et l'impossibilité de faire des prévisions, favorisés par les multiples obstacles à la circulation des personnes et des marchandises, nuisent très gravement à l'investissement réel et potentiel des entreprises exportatrices ainsi que des entreprises qui fabriquent et cultivent des produits pour le marché intérieur, aggravant la dépendance de la population palestinienne à l'égard des importations (provenant principalement d'Israël) financées par l'aide des donateurs.

L'efficacité de l'appui des donateurs a été compromise par l'occupation et non pas, comme le disent certains

observateurs, par la mauvaise coordination de l'action des donateurs ou par l'Autorité nationale palestinienne et l'insuffisance de ses politiques. Le fardeau financier des crises humanitaires et les pertes fiscales liées à l'occupation ont accentué et approfondi la crise budgétaire que traverse l'Autorité nationale palestinienne et ont détourné l'aide des donateurs du développement en faveur des interventions humanitaires.

Les amendes et les taux d'intérêt élevés qu'Israël impose à l'Autorité nationale palestinienne pour le moindre retard de paiement des factures d'électricité, d'eau et de traitement des eaux usées sont un autre facteur de tension budgétaire.

Les perspectives pour 2015 sont peu encourageantes, en raison des incertitudes politiques, de la réduction des flux d'aide et de la lenteur de la reconstruction à Gaza, conclut la CNUCED.

### **Assistance de la CNUCED au peuple palestinien**

Pendant la période considérée, la CNUCED, en coopération avec différentes parties prenantes et différents bénéficiaires, a poursuivi ses activités en faveur de la facilitation du commerce palestinien et de la réintégration de l'économie palestinienne dans l'économie régionale et mondiale. Elle a aussi continué de réaliser des études directives sur divers aspects du développement économique palestinien et a dispensé des formations et des services consultatifs en vue de renforcer les capacités humaines et institutionnelles dans le Territoire palestinien occupé et de contribuer à son développement économique.

Au début de 2015, la CNUCED a mené à bonne fin un projet de renforcement des capacités qui visait à faciliter le commerce palestinien. Ce projet a rendu des chargeurs et des professionnels palestiniens des secteurs public et privé attentifs aux bonnes pratiques dans le domaine de la facilitation du commerce et a permis de réduire les coûts dans les chaînes d'approvisionnement.

Rapport: [http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/tdb62d3\\_fr.pdf](http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/tdb62d3_fr.pdf)

### **Pour plus d'informations, veuillez contacter:**

Unité de Communication et d'information de la CNUCED

T: +41 22 917 5828

T: +41 79 502 43 11

E: [unctadpress@unctad.org](mailto:unctadpress@unctad.org)

Web: [unctad.org/press](http://unctad.org/press)